

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 94 — 703

[S-C — 35204]

**15 DECEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement flamand
régulant l'octroi de subventions pour les frais de personnel
dans certaines structures du secteur de l'aide sociale**

Le Gouvernement flamand,

- Vu le décret du 29 mai 1984 portant création de l'organisme Enfance et Famille, notamment l'article 5, § 2;
Vu les décrets relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse, coordonnés le 4 avril 1990, notamment l'article 36, § 3;
Vu le décret du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, notamment les articles 52 à 55;
Vu le décret du 24 juillet 1991 relatif à l'aide sociale générale, notamment l'article 18, § 2;
Vu l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics;
Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 juillet 1985 portant agrément des, et octroi de subventions aux centres d'accueil pour enfants, maisons maternelles et pouponnières;
Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 4 avril 1990 fixant les conditions d'agrément des centres d'aide sociale résidentielle et réglant l'octroi de subventions à ces centres.
Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 mai 1991 fixant les conditions d'agrément et les normes en matière de subsides pour les institutions de l'assistance spéciale à la jeunesse;
Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 10 juillet 1991 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil résidentiel de jeunes adultes;
Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 janvier 1993 fixant les conditions d'agrément et de subsidiation des centres de guidance de jeunes adultes ayant leur propre demeure;
Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 1973 déterminant, en ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille, les règles particulières à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés placés à charge des pouvoirs publics;
Vu l'arrêté ministériel du 18 juin 1975 déterminant les règles à suivre pour fixer le montant de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les frais de l'entretien, du traitement et de l'éducation des handicapés placés dans les institutions fonctionnant sous le régime du semi-internat;
Vu l'avis de la commission visée à l'article 32 des décrets relatifs à l'assistance spéciale à la jeunesse, coordonnés le 4 avril 1990, donné le 10 décembre 1993;
Vu l'avis du Conseil d'administration du Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées, donné le 23 novembre 1993;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;
Vu l'urgence;
- Considérant qu'il y a lieu, afin de sauvegarder la sécurité juridique dans le secteur de l'aide sociale, d'exécuter, sans retard, l'accord intervenu le 20 septembre 1993 entre le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille et les organisations des employeurs et des travailleurs concernées;
- Sur la proposition du Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille;
- Après en avoir délibéré,

Arrête :

Section Ire. — Dispositions générales

- Article 1er.** Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux structures suivantes :
- 1° les structures agréées de l'assistance spéciale à la jeunesse, telles que visées à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 mai 1991 fixant les conditions d'agrément et les normes en matière de subsides pour les institutions de l'assistance spéciale à la jeunesse;
 - 2° les centres d'aide sociale générale, tels que visés :
 - a) à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 4 avril 1990 déterminant les conditions d'agrément des centres d'aide sociale résidentielle et réglant l'octroi de subventions à ces centres;
 - b) à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 10 juillet 1991 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil résidentiel de jeunes adultes;
 - c) à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 janvier 1993 fixant les conditions d'agrément et de subsidiation des centres de guidance de jeunes adultes ayant leur propre demeure;
 - 3° les structures d'accueil, de traitement et de guidance de personnes handicapées, telles que visées au décret du 27 juin 1990 portant création d'un Fonds flamand pour l'intégration sociale des personnes handicapées;
 - 4° les structures telles que visées à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 juillet 1985 portant agrément des, et octroi de subventions aux centres d'accueil pour enfants, maisons maternelles et pouponnières.
- Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :
- 1° le Ministre flamand : le membre du Gouvernement flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions;
 - 2° le traitement annuel brut : le traitement brut fixé sur la base annuelle, conformément aux échelles de traitement reprises à l'annexe au présent arrêté;
 - 3° la loi du 2 août 1971 la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants;

4° la loi du 1er mars 1977 : la loi du 1er mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public;

5° le secteur : l'ensemble des secteurs de l'assistance spéciale à la jeunesse, les structures d'accueil, de traitement et de guidance de personnes handicapées, les centres d'accueil pour enfants, maisons maternelles et pouponnières et les centres d'aide sociale résidentielle;

6° l'accord du 20 septembre 1993 : l'accord intervenu le 20 septembre 1993 entre le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de santé, de l'Aide sociale et de la Famille et les organisations des employeurs et des travailleurs concernées, relatif à l'emploi, à la programmation salariale et à la gestion de la qualité dans le secteur visé au 5°

7° la catégorie d'agrément : une des catégories pour lesquelles, le cas échéant, une structure doit être agréée, conformément aux dispositions applicables dans le secteur concerné visé au 5°.

Art. 3. Les montants repris dans le présent arrêté ou à l'annexe de celui-ci, sont exprimés à 100 % et sont liés à l'indice-pivot 102,02 (base 1988). Ils sont soumis à l'application de la loi du 1er mars 1977, sauf stipulation contraire.

Section 2 — Les frais de personnel admis aux subventions

Art. 4. Les frais de personnel admis aux subventions sont :

- 1° le traitement brut;
- 2° l'allocation de fin d'année;
- 3° l'allocation de foyer ou de résidence;
- 4° la pécule de vacances;
- 5° toutes les cotisations patronales dans le cadre de la sécurité sociale des travailleurs;
- 6° les suppléments de traitement pour les prestations fournies le samedi, le dimanche ou les jours de fête, ainsi que pour le travail de soir et de nuit.

Ces frais de personnel sont subventionnés conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 5. § 1er. Les frais de personnel visés à l'article 4, 1°, 4° et 5° sont fixés compte tenu des échelles de traitement, mentionnées à l'annexe du présent arrêté.

§ 2. Par dérogation au § 1er, un traitement brut annuel minimum de 516 679 F, allocation de foyer ou de résidence y compris, est pris en considération pour les membres du personnel ayant atteint l'âge de 21 ans.

§ 3. La différence entre les échelles de traitement applicables au 31 octobre 1993 et les échelles de traitement mentionnées à l'annexe du présent arrêté, n'est admise aux subventions qu'à condition que les traitements correspondant aux échelles dernières nommées soient payés en vertu d'une convention collective de travail garantissant au moins la rémunération conformément aux dispositions du présent arrêté. Les structures ne disposant pas d'un organisme de concertation, peuvent motiver la garantie susmentionnée au moyen d'annexes aux contrats de travail individuels.

Art. 6. § 1er. L'allocation de fin d'année comprend une part forfaitaire et une part variable.

La part forfaitaire s'élève à 9 398 F. A partir de 1994, ce montant est indexé annuellement, sur la base de la formule suivante : le montant de l'année précédente est multiplié par l'indice du mois d'octobre de l'année en cours et divisé par l'indice du mois d'octobre de l'année précédente.

La part variable est égale à 2,5 % du traitement annuel brut, fixé en tenant compte du traitement brut du mois d'octobre de l'année en cours et majoré de l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 2. Le montant de l'allocation de fin d'année est majoré d'un montant forfaitaire, non indexé de 2 222 F, au prorata des prestations fournies.

Art. 7. § 1er. Selon le traitement annuel brut, le montant annuel de l'allocation de foyer ou de résidence est fixé suivant le tableau ci-dessous :

Traitement annuel brut	Allocation de foyer	Allocation de résidence
jusque 635 114 F	29 040 F	14 520 F
jusque 720 718 F	14 520 F	7 260 F

Si le traitement annuel brut d'un membre du personnel dépasse le montant-limite de 635 114 F, respectivement 720 718 F, son traitement brut, majoré, le cas échéant, de l'allocation de foyer ou de résidence correspondante, ne peut pas être inférieure au montant limite, majoré du montant de l'allocation de foyer ou de résidence correspondant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'une allocation augmentée ou d'une allocation partielle.

§ 2. Une allocation de foyer est attribuée :

1° aux membres du personnel mariés, non séparés de corps, à moins qu'une allocation pareille ne soit attribuée à leur conjoint, sous quel régime que ce soit.

Au cas où une allocation pourrait être attribuée aux deux conjoints, elle l'est à celui des deux conjoints qui bénéficie du traitement annuel brut le moins élevé, tel qu'il est fixé pour des prestations complètes. Cependant, si celui-ci bénéficie du traitement annuel brut minimum, tel qu'il est visé à l'article 5, § 2, l'allocation peut être attribuée au conjoint bénéficiant du traitement annuel brut le plus élevé;

2° aux autres membres du personnel ayant la charge d'un ou de plusieurs enfants pour lesquels des allocations familiales leur sont attribuées et payées, sauf s'ils cohabitent avec une personne à laquelle une allocation pareille peut être attribuée, sous quel régime que ce soit. S'il échet, les dispositions visées au 1° sont d'application.

Une allocation de résidence est attribuée aux membres du personnel qui n'obtiennent pas l'allocation de foyer.

§ 3. L'allocation de foyer ou de résidence est attribuée aux membres du personnel assumant des fonctions à prestations incomplètes, au prorata de ces prestations.

§ 4. L'allocation de foyer ou de résidence est payée mensuellement, en même temps que le traitement du mois auquel elle se rapporte.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation, le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

Lorsque le traitement mensuel n'est pas entièrement dû pour le mois, l'allocation est payée aux mêmes conditions que le traitement.

§ 5. L'allocation de foyer ou de résidence n'est subventionnée qu'après introduction, par la structure, d'une déclaration signée par le membre du personnel intéressé, dont le Ministre flamand fixe le modèle.

Art. 8. § 1er. Les suppléments de traitement visés à l'article 4, premier alinéa, 6°, sont subventionnés sur la base d'un montant forfaitaire. Ce montant sera fixé par structure et est égal au total des subventions attribuées en 1991 à la structure pour les prestations visées, multiplié par 1,0824.

En dérogation à l'alinéa précédant :

1° le montant forfaitaire pour les centres d'accueil résidentiel de jeunes adultes et pour la catégorie d'agrément « centres d'accueil de crise résidentiel » est fixé par le Ministre flamand;

2° le montant forfaitaire, en cas de modification de la capacité d'une structure ou lors d'un nouvel agrément, est fixé au montant moyen subventionné, au prorata de la capacité, dans la même catégorie d'agrément. Le Ministre flamand établit la liste de ces moyennes.

§ 2. Sur demande motivée de la part d'une structure, le Ministre flamand peut adapter le montant pour cette structure, calculé sur la base du § 1er. Le Ministre flamand en précise les conditions.

§ 3. Le montant visé au § 1er est lié à l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971.

Art. 9. Si un membre du personnel assume plusieurs fonctions à prestations réduites, les frais de personnel sont tout au plus subventionnés pour une durée correspondante à une fonction à prestations complètes.

Art. 10. Par dérogation au régime de subventionnement en vigueur dans le secteur, aucune ancienneté acquise en dehors du secteur n'est prise en considération pour le subventionnement des 1 350 fonctions ajoutées, en vertu de l'accord du 20 septembre 1993, aux cadres organiques admis aux subventions.

Art. 11. Par structure, le nombre de membres du personnel, subventionnés suivant l'échelle de traitement b1c (comme éducateur de 1re classe ou comme personnel de guidance de 1re classe) est fixé le 31 décembre 1993. Après cette date, ce nombre ne peut plus être augmenté, sauf en cas d'une extension de l'agrément ou d'un nouvel agrément. Dans ces deux cas, le nombre d'éducateurs ayant une échelle de traitement b1c qui seront désignés aux fonctions nouvellement créées, est fixé sur la base du rapport moyen entre le nombre d'éducateurs de 1re classe (personnel de guidance de 1re classe) et le nombre total d'éducateurs des classes 2 et 3 (personnel de 2e et de 3e classe) dans la même catégorie d'agrément.

Art. 12. Le Ministre flamand établit une liste des fonctions prévues dans la structure, mentionnant, par fonction, l'échelle de traitement correspondante figurant à l'annexe du présent arrêté.

Section 3. — Dispositions modificatives, transitoires et finales

Art. 13. § 1er. Sans préjudice de l'application des articles 5, § 3, et 14, le présent arrêté remplace toutes les dispositions portant sur la même matière, qui sont contraires à celui-ci et qui figurent dans les arrêtés suivants et dans leurs modifications ultérieures :

1° l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics;

2° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 30 juillet 1985 portant agrément des, et octroi de subventions aux centres d'accueil pour enfants, maisons maternelles et pouponnières;

3° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 4 avril 1990 fixant les conditions d'agrément des centres d'aide sociale résidentielle et réglant l'octroi de subventions à ces centres;

4° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 22 mai 1991 fixant les conditions d'agrément et les normes en matière de subsides pour les institutions de l'assistance spéciale à la jeunesse;

5° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 10 juillet 1991 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres d'accueil résidentiel de jeunes adultes;

6° l'arrêté de l'Exécutif flamand du 20 janvier 1993 fixant les conditions d'agrément et de subsidiation des centres de guidance de jeunes adultes ayant leur propre demeure;

7° l'arrêté ministériel du 24 avril 1973 déterminant, en ce qui concerne le Ministère de la Santé publique et de la Famille, les règles particulières à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien et le traitement des handicapés placés à charge des pouvoirs publics;

8° l'arrêté ministériel du 18 juin 1975 déterminant les règles à suivre pour fixer le montant de l'intervention du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les frais de l'entretien, du traitement et de l'éducation des handicapés placés dans les institutions fonctionnant sous le régime du semi-internat.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du § 1er, le Ministre flamand peut modifier les arrêtés visés dans ce paragraphe, afin de les faire concorder avec les dispositions du présent arrêté.

Art. 14. § 1er. En guise de mesure transitoire, les membres du personnel qui, au 31 octobre 1993, sont employés dans une structure visée à l'article 1er et qui bénéficient d'un régime transitoire, conservent ce régime aussi longtemps que celui-ci, le cas échéant majoré de la prime visée au § 2, entraîne un traitement plus élevé. Pour ce qui concerne les membres de direction bénéficiant d'une échelle de traitement K5a ou K5b, cette mesure est limitée au montant du barème correspondant en date du 1er janvier 1996.

Le cas échéant, le Ministre flamand peut, pour chacun des secteurs visés à l'article 2, 5°, fixer les échelles de traitement qui y sont appliquées conformément à cette disposition.

§ 2. En guise de mesure transitoire, les membres du personnel ayant bénéficié d'une prime annuelle de 23 679 F, conservent cette prime, aux mêmes conditions, jusqu'au 31 octobre 1993.

Art. 15. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1993, à l'exception :

1° des articles 8, 10 et 11, qui entrent en vigueur le 1er janvier 1994;

2° de l'article 7, qui entre en vigueur le 1er novembre 1993.

Art. 16. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

La Ministre flamande des Finances et du Budget, des Etablissements de santé,
de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Annexe à l'arrêté du Gouvernement flamand réglant l'octroi de subventions
pour les frais de personnel dans certaines structures de secteur de l'aide sociale

[F — 35204]

Barème L4

	<u>1/11/93</u>	<u>1/01/94</u>	<u>1/11/94</u>	<u>1/01/95</u>	<u>1/08/95</u>	<u>1/01/96</u>
0	475 543	475 543	475 543	475 543	475 543	475 543
1	481 834	481 834	481 834	481 834	481 834	481 834
2	488 114	488 114	488 114	488 114	488 114	488 114
3	494 405	494 405	494 405	494 405	494 405	494 405
4	496 704	497 629	498 775	499 699	500 845	501 799
5	507 257	507 257	507 257	507 257	507 257	507 257
6	513 398	515 866	518 927	521 395	524 456	527 003
7	530 660	530 660	530 660	530 660	530 660	530 660
8	537 361	540 055	543 395	546 089	549 429	552 208
9	554 063	554 063	554 063	554 063	554 063	554 063
10	561 325	564 244	567 863	570 782	574 401	577 413
11	577 478	577 478	577 478	577 478	577 478	577 478
12	585 296	588 439	592 336	595 478	599 375	602 618
13	601 421	601 638	601 907	602 125	602 394	602 618
14	609 260	612 628	616 804	620 171	624 347	627 823
15	625 384	625 827	626 375	626 818	627 366	627 823
16	633 223	636 816	641 271	644 865	649 320	653 028
17	649 348	650 015	650 843	651 511	652 339	653 028
18	657 186	661 005	665 739	669 558	674 292	678 233
19	673 311	674 204	675 311	676 204	677 311	678 233
20	681 150	685 193	690 207	694 251	699 265	703 438
21	697 274	698 392	699 779	700 897	702 284	703 438
22	705 113	709 382	714 675	718 944	724 237	728 643
23	729 085	733 577	739 148	743 640	749 211	753 848
24	736 923	744 567	754 044	761 687	771 165	779 052
25	753 040	757 759	763 611	768 330	774 182	779 052
26	753 040	757 759	763 611	768 330	774 182	779 052
27	769 173	770 965	773 188	774 980	777 203	779 052

Barème L3

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	486 200	488 486	491 321	493 607	496 441	498 800
1	503 333	506 224	509 807	512 697	516 281	519 263
2	520 458	523 954	528 289	531 784	536 119	539 726
3	537 583	541 685	546 770	550 871	555 957	560 190
4	543 947	550 607	558 864	565 523	573 780	580 653
5	561 598	565 055	569 342	572 799	577 085	580 653
6	570 669	577 772	586 570	593 681	602 488	609 818
7	588 320	592 220	597 057	600 957	605 793	609 818
8	597 390	604 936	614 293	621 839	631 196	638 984
9	615 042	619 385	624 771	629 115	634 501	638 984
10	624 112	632 101	642 008	649 998	659 905	668 150
11	641 771	646 557	652 491	657 277	663 211	668 150
12	650 842	659 273	669 728	678 159	688 614	697 315
13	668 493	673 722	680 206	685 435	691 919	697 315
14	677 564	686 438	697 443	706 318	717 322	726 481
15	695 206	700 880	707 916	713 590	720 625	726 481
16	704 277	713 596	725 153	734 472	746 029	755 647
17	721 928	728 045	735 631	741 748	749 333	755 647
18	730 998	740 761	752 867	762 631	774 737	784 812
19	748 649	755 210	763 345	769 906	778 042	784 812
20	757 720	767 926	780 582	790 789	803 445	813 978
21	775 371	782 375	791 060	798 064	806 750	813 978
22	784 441	795 091	808 297	818 947	832 153	843 144
23	811 171	822 263	836 017	847 109	860 863	872 309
24	820 242	834 979	853 254	867 991	886 266	901 475
25	837 884	849 421	863 727	875 263	889 569	901 475
26	837 884	849 421	863 727	875 263	889 569	901 475
27	855 544	863 877	874 210	882 543	892 875	901 475

Barème L2

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	526 812	529 551	532 946	535 685	539 081	541 907
1	545 423	548 818	553 029	556 424	560 634	564 138
2	564 026	568 079	573 106	577 160	582 186	586 370
3	582 637	587 347	593 188	597 899	603 740	608 601
4	589 551	597 040	606 327	613 816	623 103	630 832
5	608 720	612 732	617 706	621 718	626 692	630 832
6	618 574	626 547	636 433	644 405	654 291	662 519
7	637 752	642 245	647 817	652 310	657 882	662 519
8	647 606	656 060	666 543	674 997	685 480	694 205
9	666 784	671 758	677 927	682 902	689 071	694 205
10	676 638	685 574	696 654	705 589	716 669	725 891
11	695 824	701 279	708 043	713 497	720 261	725 891
12	705 678	715 094	726 769	736 185	747 860	757 577
13	724 847	730 785	738 148	744 086	751 449	757 577
14	734 702	744 600	756 875	766 773	779 048	789 263
15	753 879	760 299	768 259	774 678	782 638	789 263
16	763 734	774 114	786 985	797 365	810 237	820 949
17	782 911	789 812	798 369	805 270	813 828	820 949
18	792 765	803 627	817 096	827 958	841 426	852 636
19	811 943	819 325	828 480	835 862	845 017	852 636
20	821 797	833 141	847 206	858 550	872 615	884 322
21	840 975	848 839	858 590	866 454	876 206	884 322
22	850 829	862 654	877 317	889 142	903 805	916 008
23	879 861	892 167	907 427	919 734	934 994	947 694
24	889 715	905 983	926 154	942 421	962 592	979 380
25	908 884	921 674	937 533	950 322	966 181	979 380
26	908 884	921 674	937 533	950 322	966 181	979 380
27	928 070	937 379	948 922	958 231	969 774	979 380

Barème B3

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	504 158	504 935	505 898	506 674	507 637	508 439
1	513 222	515 458	518 229	520 465	523 236	525 543
2	523 360	527 481	532 591	536 711	541 821	546 074
3	539 612	544 529	550 626	555 542	561 639	566 713
4	545 976	553 451	562 719	570 194	579 462	587 176
5	563 726	568 038	573 385	577 696	583 043	587 493
6	572 796	580 754	590 621	598 579	608 447	616 659
7	590 546	595 341	601 287	606 082	612 027	616 976
8	599 616	608 057	618 524	626 964	637 431	646 141
9	617 366	622 644	629 189	634 467	641 011	646 458
10	626 437	635 360	646 426	655 349	666 415	675 624
11	644 195	649 954	657 096	662 855	669 997	675 941
12	653 265	662 670	674 333	683 738	695 400	705 107
13	671 015	677 257	684 998	691 241	698 981	705 424
14	680 085	689 973	702 235	712 123	724 385	734 589
15	697 826	704 553	712 895	719 622	727 964	734 906
16	706 897	717 270	730 132	740 505	753 367	764 072
17	724 646	731 857	740 797	748 007	756 948	764 389
18	733 717	744 573	758 034	768 890	782 351	793 554
19	751 467	759 160	768 699	776 392	785 932	793 871
20	760 537	771 876	785 936	797 275	811 335	823 037
21	778 287	786 463	796 601	804 777	814 916	823 354
22	787 357	799 179	813 838	825 660	840 319	852 519
23	814 186	826 489	841 745	854 049	869 305	882 002
24	823 256	839 205	858 982	874 931	894 708	911 168
25	840 997	853 785	869 642	882 430	898 287	911 484
26	840 997	853 785	869 642	882 430	898 287	911 484
27	858 755	868 379	880 313	889 936	901 870	911 802

Barème B2b

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	539 643	540 475	541 505	542 337	543 367	544 225
1	550 051	550 898	551 949	552 796	553 846	554 721
2	560 904	561 941	563 228	564 265	565 552	566 623
3	574 686	577 097	580 085	582 496	585 485	587 972
4	581 286	586 349	592 627	597 690	603 968	609 193
5	588 477	592 259	596 948	600 730	605 419	609 321
6	597 884	605 446	614 823	622 386	631 763	639 567
7	611 809	616 890	623 190	628 272	634 572	639 816
8	621 215	630 077	641 066	649 928	660 916	670 062
9	639 626	645 208	652 128	657 710	664 630	670 390
10	649 033	658 395	670 004	679 366	690 975	700 636
11	667 444	673 525	681 066	687 148	694 689	700 965
12	676 850	686 713	698 942	708 804	721 033	731 211
13	695 253	701 836	709 999	716 582	724 746	731 539
14	704 659	715 023	727 875	738 238	751 090	761 785
15	723 070	730 154	738 937	746 021	754 804	762 114
16	732 477	743 341	756 812	767 677	781 148	792 360
17	750 879	758 465	767 870	775 455	784 861	792 688
18	760 286	771 652	785 745	797 111	811 205	822 934
19	778 697	786 782	796 808	804 893	814 919	823 263
20	788 103	799 969	814 683	826 549	841 263	853 509
21	806 506	815 093	825 741	834 328	844 976	853 837
22	815 913	828 280	843 616	855 984	871 320	884 083
23	843 730	856 598	872 554	885 422	901 378	914 658
24	853 136	869 785	890 429	907 078	927 722	944 904
25	871 539	884 909	901 487	914 857	931 435	945 232
26	871 539	884 909	901 487	914 857	931 435	945 232
27	889 950	900 039	912 550	922 639	935 149	945 561

Barème B2a

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	560 470	561 333	562 404	563 267	564 338	565 229
1	569 145	570 021	571 109	571 985	573 072	573 977
2	581 167	583 403	586 175	588 411	591 183	593 490
3	594 077	598 023	602 916	606 863	611 756	615 828
4	600 991	607 716	616 055	622 780	631 119	638 060
5	611 023	615 961	622 083	627 021	633 143	638 239
6	620 878	629 776	640 810	649 708	660 742	669 925
7	640 162	645 624	652 397	657 859	664 632	670 269
8	650 017	659 439	671 124	680 547	692 231	701 955
9	669 301	675 288	682 711	688 698	696 121	702 300
10	679 155	689 103	701 438	711 385	723 720	733 986
11	698 449	704 958	713 030	719 540	727 612	734 330
12	708 303	718 773	731 757	742 227	755 211	766 016
13	727 579	734 615	743 339	750 375	759 100	766 361
14	737 433	748 430	762 066	773 062	786 698	798 047
15	756 718	764 278	773 653	781 214	790 589	798 391
16	766 572	778 094	792 380	803 901	818 187	830 077
17	785 857	793 942	803 967	812 052	822 078	830 422
18	795 711	807 757	822 694	834 740	849 676	862 108
19	814 996	823 605	834 281	842 891	853 567	862 452
20	824 850	837 421	853 008	865 578	881 166	894 138
21	844 135	853 269	864 595	873 730	885 056	894 483
22	853 989	867 084	883 322	896 417	912 655	926 169
23	883 128	896 748	913 636	927 255	944 144	958 199
24	892 982	910 563	932 362	949 943	971 742	989 885
25	912 258	926 404	943 945	958 090	975 631	990 229
26	912 258	926 404	943 945	958 090	975 631	990 229
27	931 551	942 259	955 537	966 245	979 523	990 574

Barème B1c

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	637 989	638 972	640 191	641 173	642 392	643 406
1	650 141	651 143	652 384	653 386	654 628	655 661
2	664 338	666 180	668 464	670 305	672 589	674 490
3	680 573	684 080	688 428	691 935	696 284	699 903
4	688 430	695 095	703 359	710 024	718 288	725 166
5	702 804	706 908	711 996	716 099	721 188	725 422
6	714 002	722 607	733 276	741 880	752 550	761 429
7	728 377	734 420	741 913	747 956	755 450	761 686
8	739 575	750 119	763 193	773 737	786 812	797 693
9	758 334	765 535	774 465	781 666	790 596	798 028
10	769 532	781 234	795 745	807 447	821 958	834 035
11	791 454	799 250	808 917	816 713	826 381	834 426
12	802 652	814 949	830 197	842 494	857 743	870 433
13	824 557	832 951	843 359	851 753	862 162	870 824
14	835 755	848 650	864 640	877 534	893 524	906 831
15	857 669	866 659	877 807	886 797	897 945	907 223
16	868 867	882 358	899 087	912 578	929 307	943 230
17	890 780	900 367	912 254	921 841	933 728	943 621
18	901 979	916 066	933 534	947 622	965 090	979 628
19	923 892	934 075	946 701	956 884	969 511	980 019
20	935 090	949 774	967 981	982 665	1 000 873	1 016 026
21	957 004	967 783	981 149	991 928	1 005 293	1 016 417
22	968 202	983 482	1 002 429	1 017 709	1 036 656	1 052 424
23	1 001 322	1 017 197	1 036 881	1 052 756	1 072 440	1 088 823
24	1 012 520	1 032 896	1 068 161	1 078 537	1 103 802	1 124 830
25	1 034 425	1 050 898	1 071 323	1 087 796	1 108 221	1 125 221
26	1 034 425	1 050 898	1 071 323	1 087 796	1 108 221	1 125 221
27	1 056 339	1 068 906	1 084 490	1 097 058	1 112 642	1 125 612

Barème B1b

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	717 831	718 937	720 308	721 413	722 784	723 925
1	729 983	731 107	732 501	733 626	735 020	736 181
2	742 135	743 278	744 695	745 838	747 256	748 436
3	754 274	755 436	756 877	758 039	759 479	760 678
4	759 142	762 260	766 127	769 245	773 111	776 329
5	775 101	776 295	777 775	778 969	780 450	781 682
6	785 498	790 871	797 534	802 906	809 569	815 114
7	799 873	802 684	806 171	808 982	812 469	815 370
8	811 855	819 482	828 940	836 568	846 026	853 898
9	826 238	831 302	837 583	842 647	848 928	854 155
10	838 220	848 100	860 352	870 233	882 485	892 682
11	852 594	859 913	868 989	876 309	885 385	892 939
12	864 576	876 711	891 759	903 895	918 942	931 466
13	881 130	890 316	901 706	910 892	922 282	931 762
14	893 112	907 114	924 476	938 477	955 839	970 289
15	916 560	926 384	938 565	948 389	960 570	970 708
16	928 542	943 182	961 335	975 974	994 127	1 009 235
17	951 991	962 452	975 424	985 886	998 858	1 009 654
18	963 973	979 250	998 194	1 013 471	1 032 415	1 048 181
19	987 413	998 514	1 012 278	1 023 379	1 037 144	1 048 600
20	999 395	1 015 311	1 035 048	1 050 965	1 070 701	1 087 127
21	1 022 843	1 034 582	1 049 138	1 060 876	1 075 432	1 087 546
22	1 034 825	1 051 380	1 071 907	1 088 462	1 108 989	1 126 074
23	1 070 264	1 087 455	1 108 772	1 125 962	1 147 279	1 165 020
24	1 082 246	1 104 253	1 131 541	1 153 548	1 180 836	1 203 547
25	1 105 686	1 123 516	1 145 626	1 163 456	1 185 565	1 203 966
26	1 105 686	1 123 516	1 145 626	1 163 456	1 185 565	1 203 966
27	1 129 135	1 142 787	1 159 715	1 173 367	1 190 296	1 204 384

Barème B1a

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	789 575	790 791	792 299	793 516	795 024	796 279
1	801 727	802 962	804 493	805 728	807 260	808 534
2	813 867	815 120	816 675	817 928	819 483	820 777
3	826 019	827 291	828 869	830 141	831 719	833 032
4	826 019	827 291	828 869	830 141	831 719	833 032
5	846 845	848 150	849 767	851 072	852 689	854 035
6	846 845	848 150	849 767	851 072	852 689	854 035
7	867 672	869 008	870 666	872 002	873 659	875 039
8	873 639	877 374	882 005	885 740	890 371	894 225
9	888 498	889 867	891 564	892 933	894 630	896 042
10	900 555	906 770	914 476	920 690	928 396	934 810
11	914 930	918 583	923 113	926 766	931 296	935 066
12	927 472	936 166	946 947	955 641	966 422	975 394
13	941 854	947 986	955 589	961 720	969 323	975 651
14	954 396	965 569	979 423	990 595	1 004 449	1 015 979
15	968 771	977 382	988 060	996 671	1 007 349	1 016 235
16	981 313	994 965	1 011 893	1 025 546	1 042 474	1 056 563
17	995 704	1 006 792	1 020 541	1 031 629	1 045 378	1 056 820
18	1 028 811	1 041 276	1 056 731	1 069 196	1 084 652	1 097 515
19	1 043 185	1 053 089	1 065 369	1 075 272	1 087 552	1 097 772
20	1 055 727	1 070 672	1 089 202	1 104 147	1 122 677	1 138 100
21	1 070 102	1 082 485	1 097 839	1 110 222	1 125 577	1 138 356
22	1 082 644	1 100 068	1 121 673	1 139 097	1 160 703	1 178 684
23	1 119 508	1 137 639	1 160 121	1 178 252	1 200 735	1 219 446
24	1 132 050	1 155 222	1 183 955	1 207 127	1 235 861	1 259 774
25	1 156 583	1 175 384	1 198 697	1 217 497	1 240 810	1 260 212
26	1 156 583	1 175 384	1 198 697	1 217 497	1 240 810	1 260 212
27	1 181 134	1 195 560	1 213 449	1 227 875	1 245 763	1 260 650

Barème MV1

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	637 989	638 972	640 191	641 173	642 392	643 406
1	650 141	651 143	652 384	653 386	654 628	655 661
2	664 338	666 180	668 464	670 305	672 589	674 490
3	680 573	684 080	688 428	691 935	696 284	699 903
4	688 430	695 095	703 359	710 024	718 288	725 166
5	702 804	706 908	711 996	716 099	721 188	725 422
6	714 002	722 607	733 276	741 880	752 550	761 429
7	795 928	797 154	798 674	799 900	801 420	802 685
8	795 928	797 154	798 674	799 900	801 420	802 685
9	816 766	818 025	819 585	820 843	822 403	823 701
10	820 262	822 925	826 227	828 890	832 192	834 941
11	837 593	838 883	840 483	841 773	843 373	844 704
12	845 835	850 437	856 144	860 747	866 454	871 204
13	860 209	862 250	864 782	866 823	869 354	871 461
14	871 407	877 949	886 062	892 504	900 716	907 468
15	885 781	889 762	894 699	898 680	903 616	907 725
16	950 991	952 455	954 272	955 737	957 553	959 065
17	971 817	973 314	975 170	976 667	978 523	980 068
18	1 001 638	1 003 181	1 005 094	1 006 637	1 008 550	1 010 142
19	1 022 465	1 024 040	1 025 992	1 027 567	1 029 520	1 031 146
20	1 022 465	1 024 040	1 025 992	1 027 567	1 029 520	1 031 146
21	1 043 291	1 044 898	1 046 891	1 048 498	1 050 491	1 052 149
22	1 043 797	1 045 607	1 047 851	1 049 661	1 051 906	1 053 774
23	1 069 369	1 073 119	1 077 769	1 081 518	1 086 168	1 090 038
24	1 080 567	1 088 818	1 099 049	1 107 299	1 117 530	1 126 045
25	1 094 942	1 100 631	1 107 686	1 113 375	1 120 430	1 126 301
26	1 094 942	1 100 631	1 107 686	1 113 375	1 120 430	1 126 301
27	1 109 316	1 112 444	1 116 323	1 119 451	1 123 330	1 126 558

Barème A1

	1/1/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	635 544	635 544	635 544	635 544	635 544	635 544
1	647 650	647 650	647 650	647 650	647 650	647 650
2	661 800	662 621	663 640	664 462	665 481	666 329
3	677 989	680 456	683 517	685 985	689 045	691 592
4	685 845	691 471	698 447	704 073	711 049	716 855
5	700 140	703 172	706 933	709 965	713 725	716 855
6	711 338	718 871	728 213	735 746	745 088	752 862
7	792 877	792 877	792 877	792 877	792 877	792 877
8	792 877	792 877	792 877	792 877	792 877	792 877
9	813 636	813 636	813 636	813 636	813 636	813 636
10	817 132	818 537	820 279	821 684	823 426	824 876
11	834 383	834 383	834 383	834 383	834 383	834 383
12	842 625	845 937	850 045	853 357	857 465	860 883
13	856 919	857 638	858 530	859 249	860 141	860 883
14	868 117	873 337	879 810	885 030	891 503	896 890
15	882 412	885 039	888 296	890 922	894 179	896 890
16	947 346	947 346	947 346	947 346	947 346	947 346
17	968 093	968 093	968 093	968 093	968 093	968 093
18	997 799	997 799	997 799	997 799	997 799	997 799
19	1 018 546	1 018 546	1 018 546	1 018 546	1 018 546	1 018 546
20	1 018 546	1 018 546	1 018 546	1 018 546	1 018 546	1 018 546
21	1 039 293	1 039 293	1 039 293	1 039 293	1 039 293	1 039 293
22	1 039 798	1 040 002	1 040 253	1 040 457	1 040 708	1 040 918
23	1 065 291	1 067 402	1 070 019	1 072 130	1 074 747	1 076 925
24	1 076 489	1 083 101	1 091 299	1 097 911	1 106 109	1 112 932
25	1 090 784	1 094 802	1 099 785	1 103 803	1 108 785	1 112 932
26	1 090 784	1 094 802	1 099 785	1 103 803	1 108 785	1 112 932
27	1 105 078	1 106 503	1 108 270	1 109 695	1 111 462	1 112 932

Barème A2

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	534 664	535 978	537 607	538 921	540 551	541 907
1	548 729	551 525	554 991	557 787	561 253	564 138
2	564 026	568 079	573 106	577 160	582 186	586 370
3	582 637	587 347	593 188	597 899	603 740	608 601
4	589 551	597 040	606 327	613 816	623 103	630 832
5	608 720	612 732	617 706	621 718	626 692	630 832
6	618 574	626 547	636 433	644 405	654 291	662 519
7	637 752	642 245	647 817	652 310	657 882	662 519
8	647 606	656 060	666 543	674 997	685 480	694 205
9	666 784	671 758	677 927	682 902	689 071	694 205
10	676 638	685 574	696 654	705 589	716 669	725 891
11	695 824	701 279	708 043	713 497	720 261	725 891
12	705 678	715 094	726 769	736 185	747 860	757 577
13	724 847	730 785	738 148	744 086	751 449	757 577
14	734 702	744 600	756 875	766 773	779 048	789 263
15	753 879	760 299	768 259	774 678	782 638	789 263
16	763 734	774 114	786 985	797 365	810 237	820 949
17	782 911	789 812	798 369	805 270	813 828	820 949
18	792 765	803 627	817 096	827 958	841 426	852 636
19	811 943	819 325	828 480	835 862	845 017	852 636
20	821 797	833 141	847 206	858 550	872 615	884 322
21	840 975	848 839	858 590	866 454	876 206	884 322
22	850 829	862 654	877 317	889 142	903 805	916 008
23	879 861	892 167	907 427	919 734	934 994	947 694
24	889 715	905 983	926 154	942 421	962 592	979 380
25	908 884	921 674	937 533	950 322	966 181	979 380
26	908 893	921 681	937 538	950 326	966 183	979 380
27	928 070	937 379	948 922	958 231	969 774	979 380

Barème A3

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	492 997	494 050	495 356	496 408	497 714	498 800
1	503 333	506 224	509 807	512 697	516 281	519 263
2	520 458	523 954	528 289	531 784	536 119	539 726
3	537 583	541 685	546 770	550 871	555 957	560 190
4	543 947	550 607	558 864	565 523	573 780	580 653
5	561 598	565 055	569 342	572 799	577 085	580 653
6	570 669	577 772	586 579	593 681	602 488	609 818
7	588 320	592 220	597 057	600 957	605 793	609 818
8	597 390	604 936	614 293	621 839	631 196	638 984
9	615 042	619 385	624 771	629 115	634 501	638 984
10	624 112	632 101	642 008	649 998	659 905	668 150
11	641 771	646 557	652 491	657 277	663 211	668 150
12	650 842	659 273	669 728	678 159	688 614	697 315
13	668 493	673 722	680 206	685 435	691 919	697 315
14	677 564	686 438	697 443	706 318	717 322	726 481
15	695 206	700 880	707 916	713 590	720 625	726 481
16	704 277	713 596	725 153	734 472	746 029	755 647
17	721 928	728 045	735 631	741 748	749 333	755 647
18	730 998	740 761	752 867	762 631	774 737	784 812
19	748 649	755 210	763 345	769 906	778 042	784 812
20	757 720	767 926	780 582	790 789	803 445	813 978
21	775 371	782 375	791 060	798 064	806 750	813 978
22	784 441	795 091	808 297	818 947	832 153	843 144
23	811 171	822 263	836 017	847 109	860 863	872 309
24	820 242	834 979	853 254	867 991	886 266	901 475
25	837 884	849 421	863 727	875 263	889 569	901 475
26	837 884	849 421	863 727	875 263	889 569	901 475
27	855 544	863 877	874 210	882 543	892 875	901 475

Barème L1

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	815 056	817 961	821 563	824 468	828 071	831 069
1	839 471	842 463	846 173	849 165	852 876	855 964
2	863 898	866 977	870 796	873 875	877 693	880 871
3	888 325	891 492	895 418	898 584	902 511	905 778
4	917 940	921 211	925 269	928 540	932 598	935 974
5	955 457	958 863	963 086	966 492	970 714	974 229
6	955 457	958 863	963 086	966 492	970 714	974 229
7	992 963	996 502	1 000 891	1 004 430	1 008 819	1 012 471
8	992 963	996 502	1 000 891	1 004 430	1 008 819	1 012 471
9	1 030 468	1 034 141	1 038 696	1 042 369	1 046 923	1 050 714
10	1 031 272	1 035 268	1 040 223	1 044 219	1 049 173	1 053 297
11	1 067 974	1 071 781	1 076 501	1 080 307	1 085 028	1 088 956
12	1 071 438	1 076 637	1 083 084	1 088 283	1 094 730	1 100 096
13	1 105 479	1 109 420	1 114 306	1 118 246	1 123 132	1 127 198
14	1 111 605	1 118 007	1 125 946	1 132 348	1 140 287	1 146 894
15	1 142 985	1 147 059	1 152 111	1 156 185	1 161 236	1 165 441
16	1 151 771	1 159 376	1 168 807	1 176 413	1 185 843	1 193 692
17	1 180 503	1 184 710	1 189 928	1 194 136	1 199 353	1 203 696
18	1 191 946	1 200 753	1 211 674	1 220 481	1 231 402	1 240 491
19	1 218 008	1 222 350	1 227 733	1 232 074	1 237 458	1 241 938
20	1 232 112	1 242 123	1 254 536	1 264 546	1 276 959	1 287 289
21	1 258 057	1 263 555	1 270 371	1 275 869	1 282 685	1 288 359
22	1 272 279	1 283 492	1 297 397	1 308 611	1 322 515	1 334 088
23	1 312 445	1 324 862	1 340 259	1 352 675	1 368 072	1 380 886
24	1 326 667	1 344 800	1 367 284	1 385 417	1 407 902	1 426 615
25	1 326 667	1 344 800	1 367 284	1 385 417	1 407 902	1 426 615
26	1 326 667	1 344 800	1 367 284	1 385 417	1 407 902	1 426 615
27	1 326 667	1 344 800	1 367 284	1 385 417	1 407 902	1 426 615

Barème K5

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	784 370	793 011	803 726	812 367	823 082	832 000
1	808 759	817 330	827 957	836 528	847 155	856 000
2	834 464	842 906	853 375	861 818	872 287	881 000
3	860 185	868 497	878 803	887 115	897 422	906 000
4	869 515	881 577	896 533	908 595	923 552	936 000
5	911 059	922 660	937 044	948 644	963 029	975 000
6	911 059	922 660	937 044	948 644	963 029	975 000
7	952 915	964 179	978 145	989 409	1 003 376	1 015 000
8	952 915	964 179	978 145	989 409	1 003 376	1 015 000
9	994 779	1 005 704	1 019 252	1 030 177	1 043 725	1 055 000
10	994 779	1 005 704	1 019 252	1 030 177	1 043 725	1 055 000
11	1 039 753	1 051 590	1 066 268	1 078 106	1 092 784	1 105 000
12	1 039 753	1 051 590	1 066 268	1 078 106	1 092 784	1 105 000
13	1 083 164	1 095 289	1 110 325	1 122 451	1 137 486	1 150 000
14	1 083 164	1 095 289	1 110 325	1 122 451	1 137 486	1 150 000
15	1 126 574	1 138 988	1 154 381	1 166 795	1 182 189	1 195 000
16	1 126 574	1 138 988	1 154 381	1 166 795	1 182 189	1 195 000
17	1 171 548	1 184 874	1 201 398	1 214 724	1 231 248	1 245 000
18	1 171 548	1 184 874	1 201 398	1 214 724	1 231 248	1 245 000
19	1 200 964	1 208 953	1 218 859	1 226 849	1 236 755	1 245 000
20	1 214 959	1 228 573	1 245 454	1 259 069	1 275 950	1 290 000
21	1 244 374	1 252 652	1 262 916	1 271 193	1 281 458	1 290 000
22	1 259 924	1 274 452	1 292 466	1 306 993	1 325 008	1 340 000
23	1 304 907	1 320 344	1 339 487	1 354 925	1 374 068	1 390 000
24	1 317 347	1 337 784	1 363 127	1 383 565	1 408 908	1 430 000
25	1 346 754	1 361 856	1 380 584	1 395 687	1 414 414	1 430 000
26	1 346 754	1 361 856	1 380 584	1 395 687	1 414 414	1 430 000
27	1 376 178	1 385 942	1 398 050	1 407 815	1 419 923	1 430 000

Barème K5a

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	784 370	793 011	803 726	812 367	823 082	832 000
1	800 174	810 302	822 861	832 989	845 548	856 000
2	816 281	828 023	842 582	854 324	868 883	881 000
3	838 764	850 962	866 088	878 286	893 412	906 000
4	848 094	864 042	883 818	899 766	919 542	936 000
5	888 551	904 235	923 683	939 366	958 814	975 000
6	888 551	904 235	923 683	939 366	958 814	975 000
7	929 318	944 863	964 138	979 683	998 958	1 015 000
8	929 318	944 863	964 138	979 683	998 958	1 015 000
9	970 086	985 491	1 004 594	1 019 999	1 039 102	1 055 000
10	970 086	985 491	1 004 594	1 019 999	1 039 102	1 055 000
11	1 013 972	1 030 487	1 050 965	1 067 479	1 087 957	1 105 000
12	1 013 972	1 030 487	1 050 965	1 067 479	1 087 957	1 105 000
13	1 056 295	1 073 295	1 094 375	1 111 376	1 132 456	1 150 000
14	1 056 295	1 073 295	1 094 375	1 111 376	1 132 456	1 150 000
15	1 098 617	1 116 103	1 137 786	1 155 272	1 176 955	1 195 000
16	1 098 617	1 116 103	1 137 786	1 155 272	1 176 955	1 195 000
17	1 142 495	1 161 092	1 184 152	1 202 748	1 225 808	1 245 000
18	1 142 495	1 161 092	1 184 152	1 202 748	1 225 808	1 245 000
19	1 170 823	1 184 280	1 200 967	1 214 425	1 231 112	1 245 000
20	1 184 818	1 203 900	1 227 562	1 246 645	1 270 307	1 290 000
21	1 187 845	1 206 379	1 229 360	1 247 893	1 270 874	1 290 000
22	1 228 695	1 248 889	1 273 928	1 294 121	1 319 161	1 340 000
23	1 272 582	1 293 884	1 320 299	1 341 601	1 368 016	1 390 000
24	1 285 022	1 311 324	1 343 939	1 370 241	1 402 856	1 430 000
25	1 313 341	1 334 505	1 360 749	1 381 914	1 408 158	1 430 000
26	1 313 341	1 334 505	1 360 749	1 381 914	1 408 158	1 430 000
27	1 341 677	1 357 701	1 377 570	1 393 594	1 413 463	1 430 000

Barème K5b

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	815 345	818 367	822 114	825 135	828 882	832 000
1	839 482	842 479	846 195	849 191	852 907	856 000
2	863 938	867 034	870 872	873 967	877 806	881 000
3	888 394	891 588	895 549	898 743	902 704	906 000
4	917 956	921 230	925 289	928 562	932 622	936 000
5	955 697	959 199	963 542	967 044	971 386	975 000
6	955 697	959 199	963 542	967 044	971 386	975 000
7	993 749	997 605	1 002 385	1 006 241	1 011 021	1 015 000
8	993 749	997 605	1 002 385	1 006 241	1 011 021	1 015 000
9	1 031 801	1 036 010	1 041 229	1 045 438	1 050 657	1 055 000
10	1 031 801	1 036 010	1 041 229	1 045 438	1 050 657	1 055 000
11	1 072 964	1 078 776	1 085 983	1 091 795	1 099 002	1 105 000
12	1 072 964	1 078 776	1 085 983	1 091 795	1 099 002	1 105 000
13	1 112 571	1 119 361	1 127 781	1 134 572	1 142 992	1 150 000
14	1 112 571	1 119 361	1 127 781	1 134 572	1 142 992	1 150 000
15	1 152 178	1 159 947	1 169 580	1 177 349	1 186 982	1 195 000
16	1 152 178	1 159 947	1 169 580	1 177 349	1 186 982	1 195 000
17	1 193 348	1 202 719	1 214 339	1 223 710	1 235 329	1 245 000
18	1 193 348	1 202 719	1 214 339	1 223 710	1 235 329	1 245 000
19	1 218 960	1 223 685	1 229 543	1 234 267	1 240 125	1 245 000
20	1 232 955	1 243 305	1 256 138	1 266 487	1 279 320	1 290 000
21	1 258 568	1 264 270	1 271 341	1 277 044	1 284 115	1 290 000
22	1 274 118	1 286 070	1 300 891	1 312 844	1 327 665	1 340 000
23	1 315 280	1 328 836	1 345 645	1 359 201	1 376 010	1 390 000
24	1 327 720	1 346 276	1 369 285	1 387 841	1 410 850	1 430 000
25	1 327 720	1 346 276	1 369 285	1 387 841	1 410 850	1 430 000
26	1 327 720	1 346 276	1 369 285	1 387 841	1 410 850	1 430 000
27	1 341 677	1 357 701	1 377 570	1 393 594	1 413 463	1 430 000

Barème K3

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	825 297	832 319	841 026	848 047	856 754	864 000
1	849 721	856 833	865 652	872 764	881 583	888 923
2	874 476	881 807	890 898	898 229	907 319	914 885
3	899 232	906 781	916 143	923 693	933 055	940 846
4	929 144	936 919	946 560	954 335	963 976	972 000
5	967 360	975 549	985 704	993 894	1 004 048	1 012 500
6	967 360	975 549	985 704	993 894	1 004 048	1 012 500
7	1 005 890	1 014 625	1 025 457	1 034 192	1 045 024	1 054 038
8	1 005 890	1 014 625	1 025 457	1 034 192	1 045 024	1 054 038
9	1 044 421	1 053 702	1 065 210	1 074 491	1 085 999	1 095 577
10	1 044 421	1 053 702	1 065 210	1 074 491	1 085 999	1 095 577
11	1 086 181	1 097 306	1 111 100	1 122 225	1 136 019	1 147 500
12	1 086 181	1 097 306	1 111 100	1 122 225	1 136 019	1 147 500
13	1 126 326	1 138 646	1 153 922	1 166 241	1 181 517	1 194 231
14	1 126 326	1 138 646	1 153 922	1 166 241	1 181 517	1 194 231
15	1 168 833	1 181 919	1 198 145	1 211 231	1 227 457	1 240 962
16	1 168 833	1 181 919	1 198 145	1 211 231	1 227 457	1 240 962
17	1 215 485	1 229 527	1 246 939	1 260 981	1 278 393	1 292 885
18	1 215 485	1 229 527	1 246 939	1 260 981	1 278 393	1 292 885
19	1 245 997	1 254 503	1 265 051	1 273 558	1 284 106	1 292 885
20	1 260 530	1 274 878	1 292 669	1 307 017	1 324 808	1 339 615
21	1 291 033	1 299 847	1 310 776	1 319 590	1 330 519	1 339 615
22	1 307 181	1 322 486	1 341 463	1 356 767	1 375 744	1 391 538
23	1 353 850	1 370 107	1 390 267	1 406 524	1 426 684	1 443 462
24	1 366 768	1 388 218	1 414 816	1 436 266	1 462 864	1 485 000
25	1 397 263	1 413 181	1 432 918	1 448 836	1 468 573	1 485 000
26	1 397 263	1 413 181	1 432 918	1 448 836	1 468 573	1 485 000
27	1 427 784	1 438 164	1 451 036	1 461 416	1 474 287	1 485 000

Barème K2

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	841 767	851 399	863 342	872 974	884 917	894 857
1	869 065	878 428	890 037	899 399	911 008	920 670
2	896 681	905 911	917 357	926 588	938 033	947 559
3	924 314	933 409	944 687	953 783	965 061	974 448
4	939 940	952 054	967 076	979 190	994 212	1 006 714
5	978 994	991 633	1 007 305	1 019 945	1 035 617	1 048 661
6	978 994	991 633	1 007 305	1 019 945	1 035 617	1 048 661
7	1 023 973	1 036 257	1 051 489	1 063 773	1 079 006	1 091 683
8	1 023 973	1 036 257	1 051 489	1 063 773	1 079 006	1 091 683
9	1 068 944	1 080 875	1 095 668	1 107 599	1 122 393	1 134 705
10	1 068 944	1 080 875	1 095 668	1 107 599	1 122 393	1 134 705
11	1 117 277	1 130 196	1 146 214	1 159 132	1 175 151	1 188 482
12	1 117 277	1 130 196	1 146 214	1 159 132	1 175 151	1 188 482
13	1 163 930	1 177 165	1 193 576	1 206 812	1 223 223	1 236 882
14	1 163 930	1 177 165	1 193 576	1 206 812	1 223 223	1 236 882
15	1 210 573	1 224 127	1 240 934	1 254 487	1 271 294	1 285 282
16	1 210 573	1 224 127	1 240 934	1 254 487	1 271 294	1 285 282
17	1 258 898	1 273 441	1 291 474	1 306 017	1 324 051	1 339 059
18	1 258 898	1 273 441	1 291 474	1 306 017	1 324 051	1 339 059
19	1 290 498	1 299 308	1 310 232	1 319 042	1 329 967	1 339 059
20	1 305 550	1 320 410	1 338 837	1 353 697	1 372 123	1 387 459
21	1 337 141	1 346 270	1 357 590	1 366 718	1 378 038	1 387 459
22	1 353 866	1 369 717	1 389 372	1 405 223	1 424 878	1 441 236
23	1 402 199	1 419 038	1 439 918	1 456 756	1 477 636	1 495 014
24	1 415 579	1 437 795	1 465 344	1 487 560	1 515 108	1 538 036
25	1 447 170	1 463 655	1 484 097	1 500 582	1 521 023	1 538 036
26	1 447 170	1 463 655	1 484 097	1 500 582	1 521 023	1 538 036
27	1 478 770	1 489 522	1 502 855	1 513 607	1 526 940	1 538 036

Barème K1

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	870 794	880 758	893 113	903 076	915 431	925 714
1	899 027	908 713	920 724	930 410	942 421	952 418
2	927 806	937 154	948 993	958 541	970 380	980 234
3	956 193	965 601	977 267	986 675	998 340	1 008 049
4	966 574	980 154	996 994	1 010 574	1 027 414	1 041 429
5	1 012 757	1 025 831	1 042 043	1 055 117	1 071 329	1 084 821
6	1 012 757	1 025 831	1 042 043	1 055 117	1 071 329	1 084 821
7	1 059 277	1 071 986	1 087 744	1 100 453	1 116 212	1 129 327
8	1 059 277	1 071 986	1 087 744	1 100 453	1 116 212	1 129 327
9	1 105 814	1 118 154	1 133 456	1 145 796	1 161 098	1 173 832
10	1 105 814	1 118 154	1 133 456	1 145 796	1 161 098	1 173 832
11	1 155 804	1 169 167	1 185 738	1 199 102	1 215 673	1 229 464
12	1 155 804	1 169 167	1 185 738	1 199 102	1 215 673	1 229 464
13	1 204 063	1 217 755	1 234 733	1 248 425	1 265 403	1 279 533
14	1 204 063	1 217 755	1 234 733	1 248 425	1 265 403	1 279 533
15	1 252 322	1 266 342	1 283 727	1 297 748	1 315 133	1 329 602
16	1 252 322	1 266 342	1 283 727	1 297 748	1 315 133	1 329 602
17	1 302 311	1 317 355	1 336 010	1 351 054	1 369 708	1 385 234
18	1 302 311	1 317 355	1 336 010	1 351 054	1 369 708	1 385 234
19	1 334 999	1 344 112	1 355 413	1 364 527	1 375 828	1 385 234
20	1 350 570	1 365 942	1 385 004	1 400 376	1 419 438	1 435 302
21	1 383 249	1 392 693	1 404 403	1 413 846	1 425 556	1 435 302
22	1 400 551	1 416 948	1 437 281	1 453 679	1 474 012	1 490 934
23	1 450 549	1 467 968	1 489 569	1 506 988	1 528 589	1 546 566
24	1 464 390	1 487 373	1 515 871	1 538 854	1 567 353	1 591 071
25	1 497 069	1 514 123	1 535 270	1 552 324	1 573 472	1 591 071
26	1 497 069	1 514 123	1 535 270	1 552 324	1 573 472	1 591 071
27	1 529 765	1 540 887	1 554 679	1 565 801	1 579 593	1 591 071

Barème MV2

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	591 704	592 615	593 745	594 657	595 787	596 727
1	604 984	607 061	609 636	611 713	614 289	616 432
2	619 630	623 428	628 136	631 933	636 642	640 561
3	634 286	639 802	646 641	652 157	658 997	664 689
4	641 750	650 266	660 825	669 341	679 900	688 689
5	658 329	663 891	670 787	676 349	683 245	688 985
6	668 967	678 805	691 003	700 841	713 039	723 191
7	689 779	695 908	703 508	709 637	717 237	723 563
8	700 417	710 822	723 724	734 129	747 031	757 769
9	741 691	744 742	748 525	751 575	755 358	758 506
10	752 329	759 656	768 741	776 067	785 152	792 713
11	766 704	771 469	777 378	782 143	788 052	792 970
12	777 342	786 383	797 594	806 635	817 846	827 176
13	791 716	798 196	806 231	812 711	820 746	827 433
14	802 354	813 110	826 447	837 203	850 540	861 640
15	816 729	824 923	835 084	843 279	853 440	861 896
16	827 367	839 837	855 300	867 771	883 234	896 103
17	847 059	856 020	867 133	876 094	887 206	896 454
18	857 697	870 935	887 349	900 586	917 000	930 661
19	878 517	888 044	899 859	909 386	921 200	931 033
20	889 155	902 958	920 075	933 878	950 994	965 239
21	909 974	920 068	932 584	942 678	955 194	965 611
22	920 613	934 982	952 800	967 170	984 988	999 818
23	952 070	967 006	985 526	1 000 462	1 018 982	1 034 396
24	962 708	981 920	1 005 742	1 024 954	1 048 776	1 068 603
25	983 520	999 023	1 018 247	1 033 751	1 052 975	1 068 974
26	983 520	999 023	1 018 247	1 033 751	1 052 975	1 068 974
27	1 004 348	1 016 140	1 030 762	1 042 554	1 057 177	1 069 346

barème G1

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	998013	998013	998013	998013	998013	998013
1	1022224	1022224	1022224	1022224	1022224	1022224
2	1046434	1046434	1046434	1046434	1046434	1046434
3	1070633	1070633	1070633	1070633	1070633	1070633
4	1070633	1070633	1070633	1070633	1070633	1070633
5	1112995	1112995	1112995	1112995	1112995	1112995
6	1112995	1112995	1112995	1112995	1112995	1112995
7	1155358	1155358	1155358	1155358	1155358	1155358
8	1155358	1155358	1155358	1155358	1155358	1155358
9	1197721	1197721	1197721	1197721	1197721	1197721
10	1197721	1197721	1197721	1197721	1197721	1197721
11	1240083	1240083	1240083	1240083	1240083	1240083
12	1240083	1240083	1240083	1240083	1240083	1240083
13	1282446	1282446	1282446	1282446	1282446	1282446
14	1282446	1282446	1282446	1282446	1282446	1282446
15	1324796	1324796	1324796	1324796	1324796	1324796
16	1324796	1324796	1324796	1324796	1324796	1324796
17	1367159	1367159	1367159	1367159	1367159	1367159
18	1367159	1367159	1367159	1367159	1367159	1367159
19	1409522	1409522	1409522	1409522	1409522	1409522
20	1409522	1409522	1409522	1409522	1409522	1409522
21	1451884	1451884	1451884	1451884	1451884	1451884
22	1451884	1451884	1451884	1451884	1451884	1451884
23	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247
24	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247
25	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247
26	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247
27	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247	1494247

Barème Gs

	1/11/93	1/01/94	1/11/94	1/01/95	1/08/95	1/01/96
0	1 326 534	1 326 534	1 326 534	1 326 534	1 326 534	1 326 534
1	1 326 534	1 326 534	1 326 534	1 326 534	1 326 534	1 326 534
2	1 378 408	1 378 408	1 378 408	1 378 408	1 378 408	1 378 408
3	1 378 408	1 378 408	1 378 408	1 378 408	1 378 408	1 378 408
4	1 430 281	1 430 281	1 430 281	1 430 281	1 430 281	1 430 281
5	1 430 281	1 430 281	1 430 281	1 430 281	1 430 281	1 430 281
6	1 482 142	1 482 142	1 482 142	1 482 142	1 482 142	1 482 142
7	1 482 142	1 482 142	1 482 142	1 482 142	1 482 142	1 482 142
8	1 534 015	1 534 015	1 534 015	1 534 015	1 534 015	1 534 015
9	1 534 015	1 534 015	1 534 015	1 534 015	1 534 015	1 534 015
10	1 585 888	1 585 888	1 585 888	1 585 888	1 585 888	1 585 888
11	1 585 888	1 585 888	1 585 888	1 585 888	1 585 888	1 585 888
12	1 637 761	1 637 761	1 637 761	1 637 761	1 637 761	1 637 761
13	1 637 761	1 637 761	1 637 761	1 637 761	1 637 761	1 637 761
14	1 689 634	1 689 634	1 689 634	1 689 634	1 689 634	1 689 634
15	1 689 634	1 689 634	1 689 634	1 689 634	1 689 634	1 689 634
16	1 741 507	1 741 507	1 741 507	1 741 507	1 741 507	1 741 507
17	1 741 507	1 741 507	1 741 507	1 741 507	1 741 507	1 741 507
18	1 793 380	1 793 380	1 793 380	1 793 380	1 793 380	1 793 380
19	1 793 380	1 793 380	1 793 380	1 793 380	1 793 380	1 793 380
20	1 845 253	1 845 253	1 845 253	1 845 253	1 845 253	1 845 253
21	1 845 253	1 845 253	1 845 253	1 845 253	1 845 253	1 845 253
22	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114
23	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114
34	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114
25	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114
26	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114
27	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114	1 897 114

Vu pour être annexé à notre arrêté du 15 décembre 1993.

Bruxelles, le 15 décembre 1993.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

La Ministre flamande des Finances et du Budget, des Etablissements de santé,
de l'Aide sociale et de la Famille,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 94 — 704

[S-C — 33019]

**17. JANUAR 1994. — Dekret zur Festlegung der Verfahrensweise
der im Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft eingesetzten Untersuchungsausschüsse (1)**

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es :

Artikel 1. Nachstehende Bestimmungen regeln die Ausübung des Untersuchungsrechts, das Artikel 44 des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft dem Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft, nachstehend der Rat genannt, zuerkennt.

Art. 2. Der Rat übt dieses Recht selber oder über einen aus seiner Mitte gebildeten Ausschuß aus. Der Ausschuß bestimmt seinen Präsidenten.

Art. 3. Der Ausschuß wird gebildet und berät nach den vom Rat aufgestellten Regeln.

Er führt die Untersuchung durch unbeschadet des Rechtes eines jeden Mitgliedes des Rates, der Untersuchung beizuwohnen.

Der Untersuchungsausschuß tagt in geheimer Sitzung, es sei denn, er beschließt das Gegenteil.

Die Mitglieder des Ausschusses sowie alle, die in gleich welcher Eigenschaft den Ausschußsitzungen beiwohnen oder an den Ausschußarbeiten teilnehmen, unterliegen, was die geheimen Sitzungen betrifft, der Schweigepflicht.

Art. 4. Der Rat oder der Untersuchungsausschuß sowie ihr Vorsitzender haben die Befugnisse, die die Strafprozeßordnung dem Untersuchungsrichter zuerkennt.

Jedoch hat der Rat das Recht, diese Befugnisse einzuschränken, jedesmal wenn er eine Untersuchung anordnet.

Diese Befugnisse dürfen nicht übertragen werden; der Rat oder sein Ausschuß hat jedoch das Recht, notfalls besonders festgelegte Untersuchungsaufträge im Wege des Amtshilfeersuchens ausführen zu lassen.

Mit dieser Aufgabe betraut werden darf nur ein Gerichtsrat am Appellationshof oder ein Richter des Gerichtes Erster Instanz, in deren Amtsbereich der Untersuchungsauftrag zu erfüllen ist.

Art. 5. Die Ladungen werden auf Antrag des Ratspräsidenten bzw. des Ausschußvorsitzenden oder des beauftragten Richters vom Gerichtsvollzieher zugestellt : die Frist beträgt mindestens zwei Tage, außer in dringenden Fällen.

Art. 6. Der Ratspräsident oder der Ausschußvorsitzende übt die Ordnungsgewalt in den Sitzungen aus.

Er übt sie im Rahmen der Befugnisse aus, mit denen die Vorsitzenden der Gerichtshöfe und Gerichte ausgestattet sind.

Art. 7. Beleidigungen und Gewalttaten gegen die Ratsmitglieder, die die Untersuchung durchführen oder ihr beiwohnen, werden gemäß Buch II Titel V Kapitel II des Strafgesetzbuches betreffend Beleidigungen und Gewalttaten gegen Mitglieder der gesetzgebenden Kammern bestraft.

Art. 8. Die Zeugen, Dolmetscher und Sachverständigen sind vor dem Rat, dem Ausschuß oder dem beauftragten Richter denselben Pflichten unterworfen wie vor dem Untersuchungsrichter; bei Nachlässigkeit oder Weigerung, sich diesen Pflichten zu unterwerfen, können gegen sie dieselben Strafen verhängt werden.

Der Eid ist nach der Formel zu leisten, die vor dem Schwurgericht verwendet wird.

Art. 9. Zeugen, die falsche Aussagen machen, Dolmetscher und Sachverständige, die falsche Erklärungen abgeben, und diejenigen, die Zeugen, Sachverständige oder Dolmetscher bestechen, werden mit Gefängnisstrafen zwischen zwei Monaten und drei Jahren bestraft und ihres Wahl- und Wählbarkeitsrechts mindestens fünf Jahre und höchstens zehn Jahre beraubt.

Falls der falsch aussagende Zeuge, der Sachverständige oder der Dolmetscher Geld, irgendeine Belohnung oder Versprechungen erhalten hat, wird er außerdem zu einer Geldstrafe zwischen 50 und 3 000 F verurteilt.

Mit derselben Strafe wird der Bestecher belegt, unbeschadet anderer Strafen.

Eine falsche Zeugenaussage liegt vor, wenn der Zeuge, nachdem er seine Aussage gemacht hat, erklärt, daß er darauf beharrt.

Falls der Zeuge zu einer zweiten Vernehmung vorgeladen wird, liegt eine falsche Zeugenaussage erst bei der letzten Erklärung des Zeugen vor, der auf seiner Aussage beharrt.

Art. 10. Die Protokolle zur Feststellung der Zuwiderhandlungen werden dem Generalstaatsanwalt an dem Appellationshof übermittelt, in dessen Amtsbereich diese begangen worden sind, damit dieser die entsprechenden rechtlichen Schritte einleitet.

Bei mildernden Umständen werden die Strafen gemäß dem Strafgesetzbuch gemindert.

Art. 11. Die Entschädigungen, die den Personen geschuldet sind, die bei der Untersuchung zur Mitwirkung herangezogen worden sind, werden wie folgt berechnet :

1. Die Fahrtentschädigungen werden nach den im Königlichen Erlaß vom 18. Januar 1965 zur allgemeinen Regelung der Fahrtentschädigungen festgelegten Sätzen berechnet.

Sitzungsperiode 1993-1994.

Dokumente des Rates. — 96 (1992-1993) Nr. 1. Dekretvorschlag. — 96 (1992-1993), Nr. 2, 4 und 5. Abänderungsvorschläge. — 96 (1992-1993), Nr. 3. Gutachten des Staatsrats. — 96 (1992-1993), Nr. 6. Bericht. — 96 (1992-1993), Nr. 7. Abänderungsvorschlag zu dem vom Ausschuß angenommenen Text.

Ausführlicher Bericht. — Diskussion und Abstimmung, Sitzung vom 17. Januar 1994.

2. Die Anwesenheitsgelder werden nach den im Königlichen Erlaß vom 28. Dezember 1950 zur allgemeinen Regelung der Gerichtskosten in Strafsachen festgelegten Sätzen berechnet.

3. Der nicht erstattete Lohnausfall wird durch eine Pauschalsumme in Höhe von 1 000 F pro Sitzung vergütet.

Art. 12. Die durch die Untersuchung entstandenen Ausgaben werden auf den Haushaltsplan des Rates angerechnet, der sie angeordnet hat.

Art. 13. Die Befugnisse des Ausschusses enden mit der Auflösung des Rates, der die Untersuchung angeordnet hat.

Sie werden bei Schließung der Sitzungsperiode ausgesetzt, sofern der Rat nicht anders entscheidet.

Art. 14. Vorliegendes Dekret tritt am 1. Oktober 1993 in Kraft.

Vom Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft angenommen.

Eupen, den 17. Januar 1994.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es durch das Belgische Staatsblatt veröffentlicht wird.

Eupen, den 17. Januar 1994.

Der Minister-Präsident der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

J. MARAITE

Der Minister für Unterricht und Ausbildung, Kultur, Jugend und wissenschaftliche Forschung,

B. GENTGES

Der Minister für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung,

K.-H. LAMBERTZ

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE

F. 94 — 704

17 JANVIER 1994. — Décret fixant le fonctionnement des commissions d'enquête instituées au sein du Conseil de la Communauté germanophone (1)

Le Conseil de la Communauté germanophone a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Les dispositions suivantes règlent l'exercice du droit d'enquête que l'article 44 de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone confère au Conseil de la Communauté germanophone, dénommé ci-après le Conseil.

Art. 2. Le Conseil exerce ce droit par lui-même ou par une commission formée dans son sein. La commission désigne son président.

Art. 3. La commission est constituée et elle délibère conformément aux règles établies par le Conseil.

Elle procède à l'enquête sans préjudice du droit d'y assister réservé à chacun des membres du Conseil.

La commission d'enquête siège à huis clos, sauf décision contraire de sa part.

Les membres de la commission ainsi que tous ceux qui, en quelque qualité que ce soit, assistent aux séances de la commission ou participent aux travaux de celle-ci sont tenus de garder le secret, en ce qui concerne les séances à huis clos.

Art. 4. Les pouvoirs attribués au juge d'instruction, par le Code d'instruction criminelle, appartiennent au Conseil ou à la commission d'enquête ainsi qu'à leur président.

Toutefois, le Conseil a le droit, chaque fois qu'il ordonne une enquête, de restreindre ces pouvoirs.

Ces pouvoirs ne peuvent être délégués, sauf le droit du Conseil ou de sa commission de faire, en cas de nécessité, procéder par voie rogatoire, à des devoirs d'instruction spécialement déterminés.

Cette mission ne peut être confiée qu'à un conseiller de la cour d'appel ou à un juge du tribunal de première instance du ressort dans lequel le devoir d'instruction doit être rempli.

Art. 5. Les citations sont faites par le ministère d'huissier de justice à la requête, selon le cas, du Président du Conseil, du président de la commission ou du magistrat commis : le délai sera de deux jours au moins, sauf le cas d'urgence.

Art. 6. Le Président du Conseil ou le président de la commission a la police de la séance.

Il exerce dans les limites des pouvoirs attribués aux présidents des cours et tribunaux.

Art. 7. Les outrages et les violences envers les membres du Conseil qui procèdent ou assistent à l'enquête sont punis conformément aux dispositions du Chapitre II du Titre V, Livre II, du Code pénal concernant les outrages et les violences envers les membres des Chambres législatives.

Art. 8. Les témoins, les interprètes et les experts sont soumis, devant le Conseil, la commission ou le magistrat commis, aux mêmes obligations que devant le juge d'instruction, et, en cas de refus ou de négligence d'y satisfaire, ils sont passibles des mêmes peines.

Le serment sera prêté selon la formule usitée devant la Cour d'assises.

Session 1993-1994.

Documents du Conseil. — 96 (1992-1993), n° 1. Proposition de décret. — 96 (1992-1993), nos 2, 4 et 5. Propositions d'amendement. — 96 (1992-1993), n° 3. Avis du Conseil d'Etat. — 96 (1992-1993), n° 6. Rapport. — 96 (1992-1993), n° 7. Proposition d'amendement relative au texte adopté par la commission.

Compte rendu intégral. — Discussion et vote. Séance du 17 janvier 1994.

Art. 9. Le coupable de faux témoignage, l'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations, le coupable de subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes seront punis d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et privés de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Lorsque le faux témoin, l'expert ou l'interprète aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, il sera condamné de plus à une amende de 50 à 3 000 F.

La même peine sera appliquée au suborneur, sans préjudice des autres peines.

Le faux témoignage est consommé lorsque le témoin, ayant fait sa déposition, a déclaré y persister.

Si le témoin est appelé pour être entendu de nouveau, le témoignage n'est consommé que par la dernière déclaration du témoin qu'il persiste dans sa déposition.

Art. 10. Les procès-verbaux constatant les infractions seront transmis au procureur général près la cour d'appel dans le ressort de laquelle elles auront été commises, pour y être donné telle suite que de droit.

S'il existe des circonstances atténuantes, les peines seront diminuées conformément au Code pénal.

Art. 11. Les indemnités dues aux personnes dont le concours a été requis dans l'enquête sont réglées comme suit :

1° Les indemnités pour frais de parcours sont calculées conformément aux taux fixés par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

2° Les jetons de présence sont calculés conformément aux taux fixés par l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

3° Toute perte de salaire non remboursée est indemnisée par une somme forfaitaire de 1 000 francs par séance.

Art. 12. Les dépenses résultant de l'enquête sont imputées sur le budget du Conseil qui l'a ordonnée.

Art. 13. Les pouvoirs de la commission cessent en cas de dissolution du Conseil qui a ordonné l'enquête. Ils sont suspendus par la clôture de la session, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le 1er octobre 1993.

Adopté par le Conseil de la Communauté germanophone.

Eupen, le 17 janvier 1994.

Promulguons le présent décret et ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Eupen, le 17 janvier 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone,

J. MARAITE

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, de la Culture, de la Jeunesse et de la Recherche scientifique,

B. GENTGES

Le Ministre des Médias, de la Formation des Adultes, de la Politique des Handicapés,
de l'Aide sociale et de la Reconversion professionnelle,

K. H. LAMBERTZ

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 94 — 704

17 JANUARI 1994. — Decreet tot vaststelling van de werking van de commissies van onderzoek ingericht in de Raad van de Duitstalige Gemeenschap (1)

De Raad van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Volgende bepalingen gelden voor de uitoefening van het recht van onderzoek, toegekend aan de Raad van de Duitstalige Gemeenschap — hierna Raad genoemd — bij artikel 44 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 2. De Raad verricht zelf het onderzoek of stelt daartoe uit zijn midden een commissie aan. De commissie wijst haar voorzitter aan.

Art. 3. De commissie wordt samengesteld en beraadslaagt met inachtneming van de regels die de Raad bepaalt.

Ieder lid van de Raad heeft het recht om het onderzoek van de commissie bij te wonen.

De vergaderingen van de commissie van onderzoek zijn niet openbaar, tenzij de commissie anders beslist.

Zitting 1993-1994.

Bescheiden van de Raad. — 96 (1992-1993), nr. 1. Voorstel van decreet. — 96 (1992-1993), nrs. 2, 4 en 5. Voorstel tot wijziging. — 96 (1992-1993), nr. 3. Advies van de Raad van State. — 96 (1992-1993), nr. 6. Verslag. — 96 (1992-1993), nr. 7. Voorstel tot wijziging betreffende de tekst, goedgekeurd door de commissie.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 januari 1994.